

HIGH LEVEL MINISTERIAL DIALOGUE ON CLIMATE FINANCE

MOROCCO

**Excellences, Mesdames et Messieurs les ministres des Finances,
honorable assistance;**

J'ai l'immense honneur de participer à ce deuxième High Level Ministerial Dialogue On Climate Finance. C'est une opportunité pour moi d'apporter ma contribution à cette réflexion collective sur le financement des besoins climatiques en partageant avec vous les conclusions de la rencontre ministérielle de haut niveau tenue ce matin.

A cet effet, lors du side event organisé au sujet du « rôle des ministères des finances dans la lutte contre les changements climatiques », Madame et Messieurs les Ministres des Finances qui ont eu l'amabilité de prendre part aux travaux de cette table ronde ont partagé un certain nombre de convictions au sujet de l'importance du rôle de leurs départements dans la planification, la gouvernance et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets sensibles au changements climatiques. A l'issue de nos échanges, nous avons acté le fait que si nous ne mobilisons pas nos savoirs-faires, nos expertises respectives, notre intelligence collective, et que nous ne mettons pas cela au service de la cause climatique, les désastres causés à l'environnement par l'action des hommes finirait par nous rattraper tous, condamnant nos interventions à guérir plutôt qu'à prévenir. Et nous connaissons tous en tant que financiers, le coût exorbitant de la guérison, quoique ce coût risque de ne pas être uniquement financier.

Aussi, avons-nous lancé l'initiative Climate Action Peer Exchange, baptisée « CAPE », initiative censée matérialiser la volonté commune des ministères des finances à travers le monde de prendre leurs responsabilités et de jouer pleinement leurs rôles en matière de lutte contre les changements climatiques.

Nous avons l'obligation morale et politique d'assurer une redevabilité à nos contribuables en concevant des méthodologies concrètes pour l'action climatique. Nous disposons d'un arsenal de moyens pour ce faire: le financement certes, mais aussi, à travers une fiscalité adaptée et des modes de gouvernance appropriés. La communauté de praticiens qui sera formée devra partager le savoir-faire, les montages budgétaires et institutionnels et les outils accumulés par les départements en charge des finances en matière de déploiement des politiques publiques.

Dans un environnement globalisé, notre adage ne devra plus être : « raisonner globalement et agir localement », mais plutôt l'inverse, « raisonner localement et agir globalement ». Voilà pourquoi l'initiative CAPE, débattue ce matin, est censée servir de réceptacle à toutes les expertises accumulées par les ministères des Finances de par le monde en matière de procédés de lutte contre les changements climatiques. Le répertoire des approches, ainsi développé, pourra éclairer la voie à emprunter par les ministères des finances des autres pays afin de les aider à aligner leurs modes d'intervention sur les problématiques du changement climatique.

Mesdames et Messieurs, pour clôturer mon propos, j'aimerais exprimer ma satisfaction quant à la mobilisation et le soutien qu'a connue l'initiative CAPE durant les débats de la matinée. Avec l'appui des ministères des finances qui adhèrent à cette initiative ainsi que des institutions de développement, notamment la Banque Mondiale, nous allons continuer à travailler, de manière concertée, durant les prochains mois afin de donner une forme et un contenu à cette initiative que nous souhaitons inscrire dans le marbre des prochaines sessions de la COP.

Je reste convaincu qu'avec le soutien de toutes les parties prenantes, nous accomplirons ensemble notre devoir de citoyens du monde.